

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
en collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 21 mars 2024

# Zoom sur : le processus de désinflation initié par la Banque centrale de Colombie

**Le processus de désinflation initié par la Banque centrale de Colombie, visant à limiter 3 % l'inflation d'ici fin 2026, se poursuit, mais se traduit de facto par une orientation restrictive de la politique monétaire en termes réels.**

Selon les estimations de la Banco de la República, le taux d'inflation devrait atteindre +7,34 % au mois de mars 2024, contre +7,74 % en février (- 0,4 ppt). Sur un an (février 2023 - février 2024), le taux d'inflation a baissé de -5,54 ppt.

Les analystes de Corficolombiana signalent que la possible fin du phénomène climatique *El Niño* pourrait favoriser le processus de désinflation progressive, via un allègement de la pression sur les prix des biens alimentaires. En outre, les résultats de la DANE sur l'ISE de janvier 2024, témoignant d'une croissance supérieure à décembre 2023, semblent de bon augure pour la poursuite du processus.

Cependant, les prévisions d'inflation effectuées par la Banque centrale en mars pour la fin de l'année 2024 suggèrent que l'inflation atteindrait +5,60 % d'ici décembre (les anticipations de février 2024 prévoyaient plutôt +5,48 %). Les économistes prévoient un taux d'inflation pour fin 2025 de +3,90 % (légèrement plus élevé que le taux anticipé le mois dernier, +3,85 %) mais néanmoins proche de la cible des +3 % visée la Banque Centrale. La Banque centrale corrobore cette tendance et revoit ainsi à la hausse ses prévisions sur l'inflation pour l'année prochaine.

En outre, selon les prévisions de *Economic Research* de Corficolombiana, le rythme de la baisse des taux d'intérêt directeurs prévu par la banque centrale (BC) devrait s'accélérer au deuxième trimestre 2024, potentiellement dès le mois de mars.

# Bolivie

**Le gouvernement crée Epcoro, entreprise d'État de production et de commercialisation de l'or.**

**Le président bolivien Luis Arce a approuvé par décret suprême la création de l'entreprise nationale de production et de commercialisation de l'or (Epcoro).** L'objectif principal de cette entreprise est de gérer la production et la commercialisation de l'or dans le pays, en s'attaquant à l'exploitation minière artisanale et à ses problèmes connexes tels que l'évasion fiscale et les dommages environnementaux. En 2022, la production et les exportations d'or ont atteint un niveau record en valeur, mais ont généré peu de redevances, en raison principalement de l'informalité des coopératives minières. En parallèle, la Banque centrale de Bolivie a annoncé son intention d'acheter de grandes quantités d'or pour renforcer les réserves internationales du pays.

**YLB recherche des partenaires pour l'extraction du lithium.**

L'entreprise d'État Yacimientos de Lito Bolivianos (YLB) a sélectionné 26 entreprises pour la phase II de son appel à manifestation d'intérêt sur les ressources de Lithium contenues dans les « petits » Salars, incluant les entreprises françaises ERAMET, Geolith et Adionics.

# Colombie

**2,1 Mds USD de TVA déclarés pour les ventes et la consommation de fin 2023 n'ont pas été enregistrés dans les comptes du Trésor national.**

**D'après le rapport de collecte fiscale publié par la Direction des Impôts et des Douanes Nationales (DIAN), 15,7 % des revenus provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe nationale à la consommation n'ont pas été intégrés aux comptes du Trésor public.**

En janvier 2024, 82 256 personnes n'ont pas acquitté d'impôts sur le revenu ni de taxes sur les ventes déclarées fin 2023. A la date du 11 mars (début du calendrier des échéances), la DIAN constate que cette situation semblerait se réitérer pour le début de l'année 2024. Dans ce contexte, la DIAN a rappelé aux contribuables

que le fait de déclarer la TVA ou l'Impôt sur la consommation suppose de les acquitter, et que le défaut de paiement entraîne le prélèvement d'intérêts de retard dès le jour suivant la date d'échéance. Les intérêts de retard sur les impôts impayés sont calculés quotidiennement au taux de 31,3 % (taux en vigueur jusqu'au 31 mars 2024). La DANE rappelle que l'omission du règlement des impôts est susceptible en outre d'entraîner des sanctions de nature pénale ou financière, avec des amendes pouvant atteindre deux fois le montant dû. Pour mémoire, afin d'aider les contribuables dans leurs démarches d'acquiescement de l'impôt, la DIAN encourage le recours à la facturation électronique : le nombre d'émetteurs de ce type de facture a augmenté de 19 % entre janvier-février de 2023 et janvier-février 2024, permettant d'atteindre un niveau record de 223 millions de factures.

**En janvier 2024, les importations ont enregistré une baisse de -10,3 % par rapport à janvier 2023, passant de 5 256 Mds USD à 4 959 Mds USD.**

**Cette tendance se poursuit depuis octobre-novembre 2022, où les importations avaient chuté de +5,5 % à -7,7 % (-13,2 ppt).** La baisse des importations au cours de l'année 2023 s'explique principalement par la diminution des importations de carburants (-48,3 %) et de produits agricoles, alimentaires et de boissons (-16,4 %). Les principaux partenaires commerciaux de la Colombie en matière d'importations sont la Chine (25,9 %), les États-Unis (24,3 %) et le Brésil (5,6 %). La baisse des importations en provenance des États-Unis (-26,1 %) et du Brésil (-46,5 %) compterait pour 12 des 100 points de pourcentage de la variation des importations du mois de janvier 2024. Pour les importations provenant des États-Unis, ces variations s'expliquent par une forte réduction des achats de carburants (diesel : -91,1 % ; essence et autres huiles légères : -29,9 %). Selon les experts, cette baisse des importations de 2024 pourrait être associée à la faible croissance de l'économie, qui reflète par ailleurs une réduction de la demande pour les produits étrangers. Les analystes suggèrent que cette diminution des importations pourrait s'interpréter comme un signe de baisse de la demande intérieure. Selon eux, si la baisse des importations concerne des intrants nécessaires à la

production domestique, la rareté de ces derniers sur le marché national se traduira par des prix plus élevés, qui pourraient renchérir les coûts de production et donc les prix à la consommation. De plus, le FMI signale que le contexte géopolitique actuel pourrait perturber les chaînes d'approvisionnement et augmenter les prix mondiaux des biens alimentaires, nourrissant l'inflation.

**La proposition du gouvernement de créer une Assemblée constituante inquiète les investisseurs et pourrait impacter négativement leurs décisions d'investissement.**

**Cette annonce suscite de l'incertitude chez les investisseurs concernant la stabilité économique et politique du pays.** Ceux-ci perçoivent un risque accru de changements majeurs susceptibles d'affecter directement les projets en cours et/ou l'écosystème colombien. Dans ce contexte, ils pourraient choisir de réorienter leurs investissements. Selon les experts, à court terme, cela pourrait se traduire par une dévaluation de la monnaie, et avoir un impact sur les obligations colombiennes.

**En février, la demande d'énergie a augmenté de 5,48 % par rapport au même mois de l'année précédente, atteignant 6 559,49 GWhs, selon XM (opérateur du système interconnecté et administrateur du marché de gros de l'énergie en Colombie).**

**La région caribéenne est celle qui enregistre la plus forte consommation d'énergie, suivie par les départements du centre du pays (1 561,69 GWhs), et de l'Est (935,79 GWhs).** Bien que la région caribéenne ait été la région ayant le plus contribué à la consommation d'énergie en février, comparativement à février 2023, c'est la région du Guaviare qui a enregistré la plus forte croissance de la demande d'électricité (+11,97 %), suivie par le Chocó (+9,2 %), et par la région caribéenne (+8,49 %). Le sud du pays affichant la croissance la plus faible de consommation d'énergie (+1,56 %). Les activités économiques ayant le plus contribué à cette augmentation de la demande d'énergie sur le marché non réglementé étaient les industries manufacturières (807,71 GWhs) et les industries extractives (602,29 GWhs),

représentant respectivement 39,65 % et 29,57 % de la demande. Concernant le marché réglementé, la consommation résidentielle et des petites entreprises a augmenté de +8,22 %.

**Selon le Ministère des Finances, d'ici 2025, la proposition de réforme du secteur de la santé proposée par le Gouvernement pourrait créer un déficit de près de 3 Mds USD.**

**Le Ministère des Finances a transmis au Congrès une analyse financière de la proposition de réforme du système de santé du gouvernement dont le coût estimé est de 27 M USD d'ici 2025.** Cette analyse porte sur l'estimation des coûts et des recettes générés par la réforme, évaluant sa compatibilité avec le cadre budgétaire établi à moyen terme. D'ici 2026, les estimations donnent un déficit du système de santé plus élevé que celui enregistré en 2025 de 3,36 Mds USD avec des coûts (113,5 Mds USD) supérieurs aux recettes engrangées par le système (110,18 Mds USD). A long terme, pour 2033, les recettes (142,9 Mds USD) se rapprocheraient des dépenses (143,8 Mds USD) avec un déficit persistant potentiel de 0,9 Md USD. Les estimations sont faites à partir de 2025, date à laquelle le projet devrait être mis en œuvre. La conclusion tirée de l'analyse est que les coûts pourraient être intégrés dans le cadre budgétaire de moyen terme fixé en 2024, à condition d'être contrebalancés par une réduction des dépenses de fonctionnement et des investissements dans d'autres domaines. Des incertitudes subsistent en outre quant au coût réel de la construction des centres de soins prioritaires (CAPS) prévus par la réforme.

## Equateur

**L'Equateur a entamé la renégociation des contrats pétroliers.**

**Le gouvernement a lancé le processus de renégociation des contrats pétroliers privés (en prestation de services), qui sera le noyau de la stratégie de relance de la production du pays.** Au total, 7 contrats sont concernés représentant une production de 65 700 barils par jour, soit 14% de la production totale. La fin des négociations et la signature des

nouveaux contrats est prévue avant la fin du premier semestre. Le ministère de l'énergie souhaite la migration des contrats de prestation de services en concessions.

**Le Président Noboa a promulgué le décret permettant d'augmenter le TVA de 12 % à 15 % à partir du 1<sup>er</sup> avril.**

**Le Président Noboa a promulgué le décret permettant d'augmenter le TVA de 12 % à 15 % à partir du 1<sup>er</sup> avril et qui permettra à l'Etat de percevoir 750 M USD supplémentaires en 2024 à ce titre.** Au-delà des d'un déficit estimé à environ 5 Mds USD en 2023, ces recettes supplémentaires permettront de dégager des ressources dans le cadre de l'état d'exception et la lutte contre l'insécurité.

## Guyana

**Le commerce entre le Guyana et la République Dominicaine entre dans une nouvelle phase.**

**Le contexte de boom pétrolier dans lequel s'inscrit le pays participe à développer ses échanges commerciaux.** La localisation géographique fait de la République Dominicaine un partenaire stratégique idéal. De plus, les deux pays appartiennent tous deux à la communauté des Caraïbes (CARICOM). Les deux pays envisagent le développement de leur relation dans le secteur agricole. Ainsi, en plus de mener une production conjointe de maïs, soja et autres produits, ils ont engagé la construction d'une raffinerie de pétrole et d'une usine pétrochimique au Guyana (dans le but de produire de l'« urée » utilisée dans la production agricole). Ces infrastructures seront détenues à plus de 51 % par la République Dominicaine. Le Guyana envisage également de développer son potentiel touristique avec l'assistance de la République Dominicaine. Dans ce sens, la construction d'un nouveau terminal aéroportuaire au sein de l'aéroport international Cheddi Jagan, a été signée par l'entreprise dominicaine Grupo Puntacana.

**L'entreprise ExxonMobil implantée au Guyana fait sa 1<sup>ère</sup> découverte de gisement d'hydrocarbure de 2024 au sud-est du bloc Stabroek.**

**Le puits Bluefin, a révélé environ 197 pieds de grès contenant des hydrocarbures.** Cette

découverte s'ajoute aux ressources déjà prouvées d'ExxonMobil dans le bloc. Avec plus de 11 Mds de barils de pétrole et de gaz récupérables déjà estimés dans le bloc, le Guyana devient un acteur clé dans l'industrie énergétique mondiale. ExxonMobil prévoit de doubler sa production de pétrole brut au Guyana d'ici 2027 (1,2 Mbj), ce qui équivaldrait aux niveaux de production de l'Angola (1,12 Mbj), membre de l'OPEP.

En février 2024, la production de pétrole A atteint 645 000 bpj.

## Suriname

**Le gouvernement du Suriname prend des mesures pour devenir membre de l'Association International de Développement (IDA) en juillet 2024 afin de s'assurer l'octroi d'un prêt concessionnel.**

**Le Vice-président régional de la Banque mondiale, Carlos Felipe Jaramillo, a récemment rencontré le Président du Suriname Chandrikapersad Santokhi pour discuter de l'inclusion du pays dans l'IDA, dit « organe concessionnel » de la Banque mondiale.**

Ceci permettrait au Suriname de pouvoir bénéficier d'un prêt concessionnel (à long terme à taux d'intérêt faible) de 22,5 M USD dès sa première année d'entrée dans l'association. Le président souligne que l'objectif sera d'utiliser les fonds pour des projets sociaux. La Banque Mondiale finance déjà certains projets d'infrastructures tel que le nettoyage du canal de Saramacca. Ce prêt s'inscrit dans un contexte où le pays a pour volonté d'atteindre une stabilité au niveau macroéconomique. La dette publique du Suriname en 2020 s'élevait à 148 % du produit intérieur brut (PIB). Néanmoins, les réformes économiques menées par le gouvernement surinamais ont été saluées par la Banque mondiale et le FMI, qui reconnaissent les efforts du pays pour surmonter sa crise budgétaire et instaurer une stabilité macroéconomique.

**Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le décaissement d'un prêt de 62 M USD en soutien budgétaire pour le Suriname.**

Cette décision fait suite au cinquième examen du « *Extended Fund Facility Arrangement* » qui atteste des progrès sur le déficit budgétaire et sur la stabilité macroéconomique réalisés par le gouvernement. On note que 25 M USD du total du prêt sera destiné à soutenir le budget de l'état. Le FMI signale que l'économie est en croissance (+3 % en 2023), l'inflation suit une tendance constante à la baisse (+29,6 % en janvier 2024 contre +55,5 % en janvier 2023), et la confiance des investisseurs revient. La croissance serait principalement tirée par le secteur de l'hôtellerie, par la production de bois et par le transport aérien. Les autorités signalent que la priorité du gouvernement est de maintenir un contrôle strict du budget de l'état afin de continuer à réduire les niveaux de dette publique (148 % du PIB en 2020 à 120 % du PIB en 2021). Des mesures de restructuration de la dette ont été prises, le gouvernement a conclu des accords bilatéraux avec les différents créanciers officiels. La dette intérieure du gouvernement vis-à-vis de la Banque Centrale a également été restructurée. Le FMI approuve les mesures des autorités de réduction des dépenses publiques à travers la suppression progressive des subventions à l'électricité; les recettes ainsi dégagées pourront financer des dépenses sociales et des investissements facteurs de croissance. Dans son examen, le FMI note que les autorités continuent de soutenir une politique monétaire visant à réduire l'inflation. Le régime de change flexible contribue à augmenter le niveau de réserves en devises internationales. Le gouvernement cherche également à renforcer le secteur bancaire et financier à travers un plan de recapitalisation des Banques. Le FMI encourage le gouvernement surinamais à suivre des réformes structurelles pour renforcer la gouvernance et les institutions.

## Pérou

**Le nouveau port de Marcona stimulerait des investissements de plus de 15 Mds d'USD dans le sud du pays.**

Selon l'Agence de Promotion de l'Investissement (ProInversion), le projet, qui nécessite un investissement d'environ 405 M USD, bénéficiera à 29 provinces et 280 districts dans les régions d'Ica, Ayacucho, Apurímac, Cusco et Arequipa et pourra permettre des investissements de plus de 15 Mds USD. Ce port permettrait de réactiver neuf projets miniers, dont celui de Pampa del Pongo (2 Mds USD). Il pourrait également favoriser le développement du chemin de fer Andahuaylas - Marcona d'environ 5 Mds USD, projet déjà à l'étude auprès du Ministère des Transports (MTC). Le port de Marcona prévoit une demande annuelle moyenne de 19 M de tonnes de marchandises et un potentiel de plus de 40 M de tonnes, alors que le port de Callao mobilise actuellement 35,7 M de tonnes et que le port de Chancay, une fois opérationnel, prévoit de mobiliser 34 M de tonnes. Grâce au modèle de partenariat public-privé (PPP), un fonds social sera mis en place. Selon des estimations prudentes, ce fonds disposerait de plus de 3 M USD par an pour exécuter des projets humanitaires, des projets d'infrastructure, et des services de base.

**Les prévisions de croissance du PIB sont revues à la hausse : de 1,9 % à 2,4 % en 2024.**

Selon l'Institut péruvien d'économie (IPE), après avoir enregistré une baisse de 0,6 % en 2023, l'économie péruvienne montre des signes de dynamisme en début d'année, enregistrant une croissance annuelle de 1,4 % en janvier 2024. L'IPE souligne que l'augmentation de la production est due à la reprise des secteurs liés à la demande intérieure, tels que la construction, le commerce et les services. Selon les estimations de l'IPE, l'investissement privé aurait cumulé une progression de 5% au cours des deux premiers mois de l'année, clôturant un cycle de six trimestres consécutifs de baisse depuis la fin de 2022. L'investissement public, a également enregistré une croissance annuelle réelle de +70,6 % en février 2024, compte tenu des niveaux élevés d'exécution des gouvernements locaux et de l'avancement des projets liés à la prévention des dégâts du phénomène *El Niño*.

# Venezuela

**Hesperia, chaîne hôtelière espagnole, augmentera sa présence au Venezuela avec l'incorporation, au moins, de trois hôtels avant la fin de l'année 2025.**

Le directeur commercial de l'entreprise au Venezuela, Enrique Castro, a indiqué que dans les prochains jours, un accord commercial sera signé avec l'application Cashea afin que les Vénézuéliens puissent acheter des forfaits d'hébergement dans des hôtels de vacances et urbains, par le biais d'une ligne de crédit.

**Les économistes privés Ecoanalitica et Síntesis Financiera prévoient une croissance positive du PIB vénézuélien en 2024.**

Ces projections prennent en compte la licence accordée à Chevron lui permettant de vendre du pétrole brut vénézuélien sur le marché des Etats-Unis. Ecoanalítica a ainsi estimé un rebond possible de l'économie de +9,7 % et de +8,1 % de l'activité pétrolière, grâce au maintien de la License générale 44 de l'OFAC (qui autorise l'exportation de pétrole). En cas de révocation de la GL44, une croissance de +5 % de l'économie (+6,3 % pour le secteur pétrolier) serait toutefois possible avec le maintien de Chevron (non affecté). Síntesis Financiera, dans le scénario de renouvellement de la GL44, prévoit une croissance économique de +7,4 % (10 % pour le secteur des hydrocarbures) et dans le cas de révocation de la licence, de +3,8% (+8,5 % pour le secteur pétrolier).

**Le Venezuela avance dans le processus de certification de plus de 50 blocs dans la ceinture gazière des Caraïbes.**

Le ministre du Pétrole et Président de PDVSA, Pedro Tellechea, a signé avec l'entreprise GEOEX MCG LTD, un projet d'acquisition de données sismiques 2D (51 683 km linéaires), le retraitement de données sismiques 2D (38 396 kilomètres linéaires) et de données sismiques 3D (4 565 km<sup>2</sup>) dans le bassin offshore vénézuélien.

Ce projet est la première étape vers la quantification et la formalisation des perspectives gazières, avec un volume de plus de 90 trillions de pieds cubes (TCF) de gaz

naturel et des volumes significatifs de condensat. Il concerne plus de 50 blocs dans la ceinture gazière des Caraïbes ainsi que le développement des champs Cocuina et Manakin (lequel est sous le contrôle de la Compagnie Nationale de Gas -NGC- de Trinité & Tobago, en collaboration avec l'entreprise internationale British Petroleum).

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
<b>Bolivie</b>	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
<b>Colombie</b>	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
<b>Equateur</b>	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
<b>Guyana</b>	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
<b>Pérou</b>	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
<b>Suriname</b>	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
<b>Venezuela</b>	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
<b>Argentine</b>	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
<b>Brésil</b>	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
<b>Chili</b>	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
<b>Mexique</b>	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr); [mario.demenech@dgtresor.gouv.fr](mailto:mario.demenech@dgtresor.gouv.fr)